

Un mois plus tard, hélas, le ton de la chanson changeait déjà et il s'avérait que la « réconciliation des français » envisagée par les centristes visaient jusqu'aux fascistes malheureusement irréductible. Lors du « pèlerinage » de Verdun, Monsieur Vaillant-Couturier écrivait :

« Hier, M. P. Taittinger, l'un des diviseurs de Français, qui compte parmi les plus actifs, a perfidement et grossièrement attaqué le colonel Raynal dans l'« Ami du Peuple ».

Il déplait à M. Taittinger que le héros du fort de Vaux ait, hier, présidé le plus important pèlerinage qu'ait jamais connu Verdun. Parlant du colonel Raynal, M. Taittinger écrit :

« Pourquoi, pour ce grand geste, n'était-il encadré que par les communistes Vaillant-Couturier et Jacques Duclos »

Pourquoi ?

Outre que l'affirmation est inexacte, outre qu'il se trouvait autour du colonel Raynal des hommes comme le commandant Ducas, comme Perrin, comme ce prêtre qui pleurait, comme ces femmes que j'ai vu faire le signe de croix devant les tombes, comme ces milliers d'anciens combattants qui avaient oublié avec nous, devant la terre brûlée leurs nuances politiques, leur divergences philosophiques ou confessionnelles, pour ne penser qu'à leur union, qu'aux morts et qu'à la paix, il y avait une raison toute simple...

C'est que les amis de M. Taittinger n'avaient pas voulu venir et qu'ils avaient tout fait pour empêcher, puis pour saboter cette grande manifestation de réconciliation qu'était le pèlerinage de la Paix...

Ces hommes — dans leur folie mussolinienne et hitlérienne — avaient poussé l'U. N. C. à refuser de s'associer à l'initiative prise par l'Association républicaine des anciens combattants.

A la haute devise de l'A. R. A. C., à la devise de Barbusse : « Ne rien faire pour diviser, tout faire pour unir », ils avaient répondu par leur consigne : « Tout faire pour diviser ! »

Dans ces conditions, on peut juger ce que valent les regrets hypocrites exprimés par M. Taittinger.

Lui et ses pareils, au service des 200 familles, s'excluent de plus en plus de la communauté française...

Si le colonel Raynal, l'ex-lieutenant Vaillant-Couturier et le soldat Duclos se trouvaient réunis, c'est qu'ils avaient quelques titres d'anciens combattants à l'être... Faut-il préciser, monsieur Taittinger ?

Puisque les défenseurs de Verdun « n'étaient ni de gauche, ni de droite », que n'avez-vous prouvé, monsieur Taittinger, que vous aviez compris leur leçon ?

Si vous vous êtes abstenu, n'est-ce pas parce aujourd'hui vous vous sentez — comme l'a dit votre académicien Louis Bertrand — « plus près d'Hitler que d'un communiste français ».

Prenez garde !

Le peuple de France est intelligent et sensible.

Il vous a plu de vous tenir à l'écart d'une grande manifestation d'union que rendait plus indispensable que jamais une menace trop précise. Cela vous coûtera cher.

(« Humanité », 7-4-36)

La réaction de la S. F. I. O. devant le coup de force hitlérien fut infiniment plus nuancée, plus souple que celle, de l'« Humanité ». C'est que les vieux renards social-démocrates ont, voyez-vous, beaucoup plus d'expérience dans le social-patriotisme. Ils pratiquent l'Union sacrée depuis 1914 et de ce fait ne prennent pas si vite

le mors aux dents. Là où la furie centriste n'hésite point à exiger « la plus grande fermeté en face de l'Allemagne hitlérienne », et à rejeter l'idée même des négociations, les social-démocrates n'opposent pas une fin de non-recevoir aux offres de Hitler pour de nouvelles conversations, mais cela uniquement après que le coup du 7 mars ait été compensé par le raffermissement du bloc de « la France et de l'Angleterre ».

Les uns et les autres parleront évidemment de l'organisation de la paix et de la sécurité et la condition expresse d'y arriver « avec, sans ou contre l'Allemagne », laisse entrevoir clairement comment demain on justifiera la guerre pour « défendre la paix ».

« L'hypothèse, en tous cas, que nous refusons d'admettre, c'est que la guerre puisse surgir du conflit diplomatique ouvert par le coup de théâtre de Berlin.

Hitler propose un examen général de la situation.

La réponse doit lui être faite de Genève, où trois grandes puissances, France, Angleterre, Russie peuvent sauver la paix du monde.

(P. Faure dans le « Populaire » du 8 mars 1936.)

Mais le 10 mars 1936, le même Paul Faure après avoir mis en garde contre l'emploi de certaines formules (réconciliation française, etc...) écrivait :

« Nous avons, nous socialistes, autant et plus que quiconque, le souci de la sécurité et de l'indépendance de notre pays ».

Il concluait son article par ces mots qui en disent plus long que n'importe quel commentaire sur les positions socialistes :

Une fois de plus, nous demandons que la République française ne fasse en aucune circonstance « cavalier seul » et qu'elle défende à la Société des Nations la thèse de la sécurité collective et de la paix en mettant les Etats militaristes et fascistes en face de propositions concrètes et solennelles de démilitarisation de tous les territoires et de désarmement universel...

Par la suite, Rosenfeld et L. Blum allaient encore mieux préciser le problème, alors qu'il apparaîtra qu'au contraste opposant la France et l'Angleterre, correspond un contraste entre social-patriotes français et anglais.

Le 16 mars, Rosenfeld écrivait :

« Le dictateur raciste exige que la discussion de la question inscrite à l'ordre du jour — la violation des traités de Versailles et de Locarno — ne soit pas séparée de l'examen du « plan de paix » qu'il avait formulé le 7 mars au moment même où ses troupes entraient en Rhénanie.

Inutile de dire que cette condition est absolument inacceptable.

Expliquons-nous. Nous avons été les premiers à réclamer qu'on lie le problème de Locarno à celui de l'organisation de la paix. Nous avons demandé qu'on ne se borne pas à la constatation de la violation du traité de Locarno, à la condamnation de ce coup de force et aux conséquences que cette condamnation pourrait entraîner. Nous avons insisté pour qu'on prenne Hitler au mot, qu'on remette sur le chantier l'ensemble du problème de la paix et de la sécurité collective par l'assistance mutuelle et le désarmement général.

Le Führer a certainement voulu dissocier la France et l'Angleterre.

Il a heureusement essuyé un échec. »

Le 20 il ajoutait :

« De même il est question, paraît-il, d'un accord « entre Etats-majors ». Mais on ajoute « dans le cadre de la S. D. N. ».

Qu'est-ce que cela veut dire ?

Attendons donc.